

FONDATION des compagnons boulangers

C'est un immigrant allemand du nom de George Block, issu du milieu du journalisme, qui a finalement réussi à mettre sur pied un syndicat pour les compagnons boulangers de New York et de Brooklyn dans les années 1880.

Jour de travail moyen

16 hrs	23 hrs
Lun-ven.	Sam.
.....	
8 hrs	Dim.

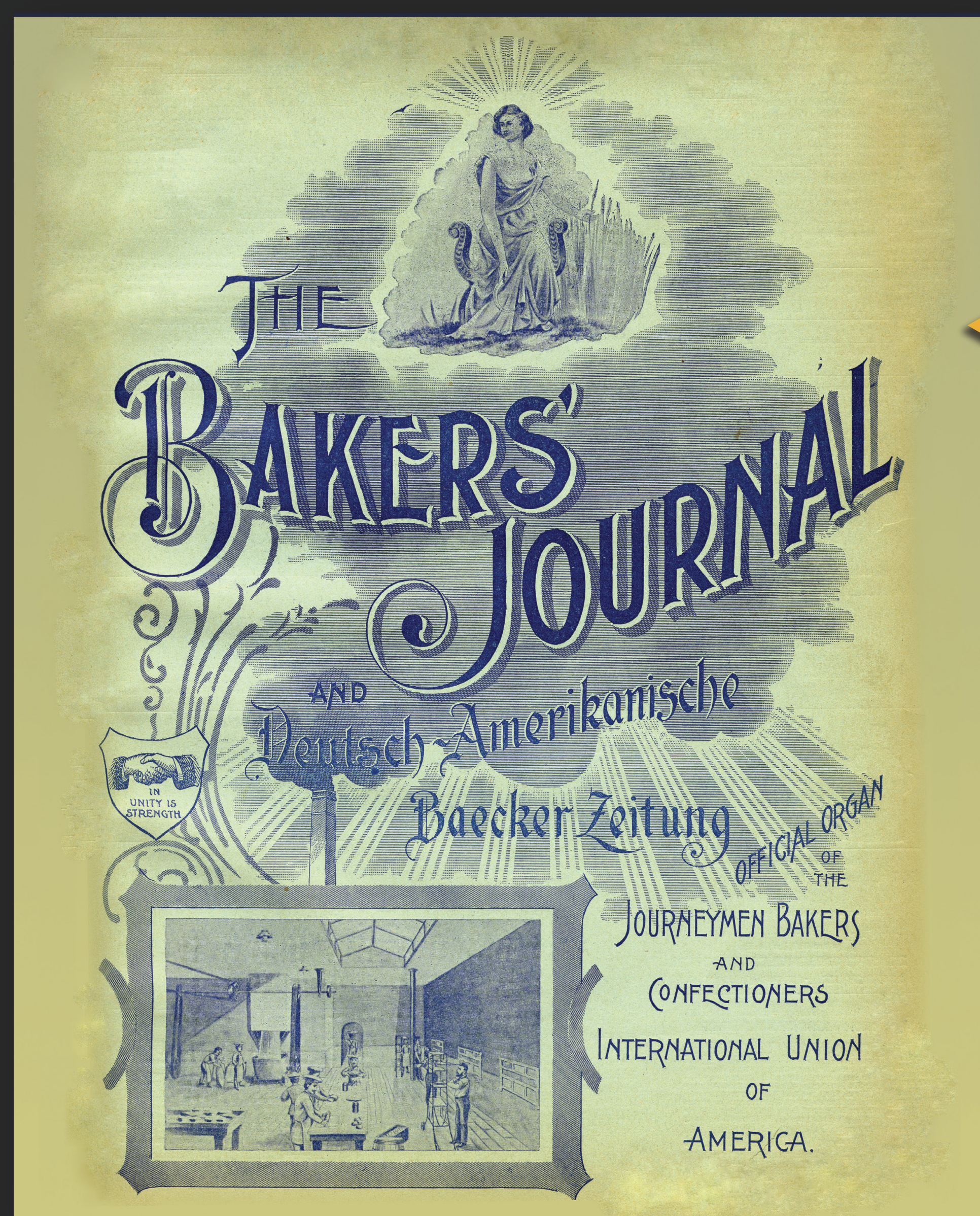
Salaire moyen

8,20\$ /	=	0,08\$ /
semaine		heure

M. Block a recueilli des données issues du recensement et a sensibilisé le public au sujet des "pensions pour boulangers" ridicules, à la chaleur extrême et à l'épuisement qui règnent à l'intérieur des boulangeries, ainsi qu'à la mauvaise qualité de vie des travailleurs.

Après deux premières années tumultueuses passées à tenter de mettre sur pied le syndicat, Block a présenté à un petit groupe de fidèles un projet de journal consacré exclusivement à la formation et à l'organisation des compagnons boulangers.

"Cela a fonctionné, et même, cela a fait des merveilles", écrivit plus tard Block à propos du résultat. *"Le syndicat prenait de l'ampleur et il fut décidé de convoquer un congrès réunissant tous les autres syndicats de boulangers du pays, qui devait se tenir le 13 janvier 1886 à Pittsburgh, en Pennsylvanie."*



Lors du congrès de 1886, une confrérie nationale a été créée sous le nom de *"Journeyman Bakers' National Union"*. "Le Syndicat National des Compagnons Boulangers". George Block a été élu secrétaire national et rédacteur en chef du Journal, qui est devenu la propriété du Syndicat national.



SYNDICALISATION des travailleurs des bonbons et des confiseries

Dans les années 1890, le Syndicat national des compagnons boulangers avait commencé à s'étendre au Canada et à syndiquer pour la première fois les travailleurs de la confiserie.

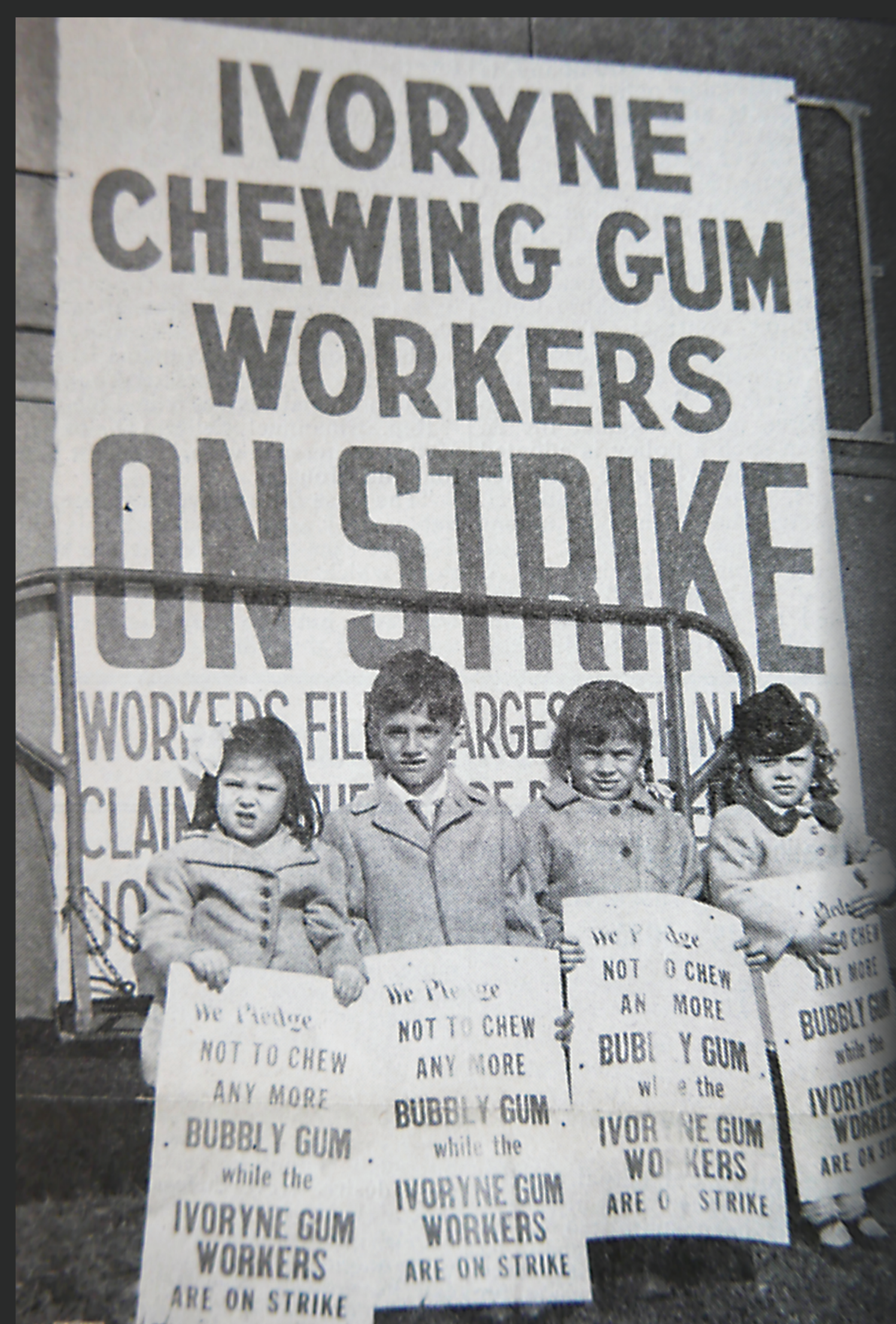
Lors de son 5e congrès, tenu à Détroit, au Michigan, en 1890, le syndicat a décidé de changer son nom pour devenir le **Syndicat International des Compagnons Boulangers et Pâtissiers**.

Vers 1910, le nom a été modifié une nouvelle fois pour devenir le **Syndicat International des Travailleurs de la Boulangerie et de la Confiserie d'Amérique**.



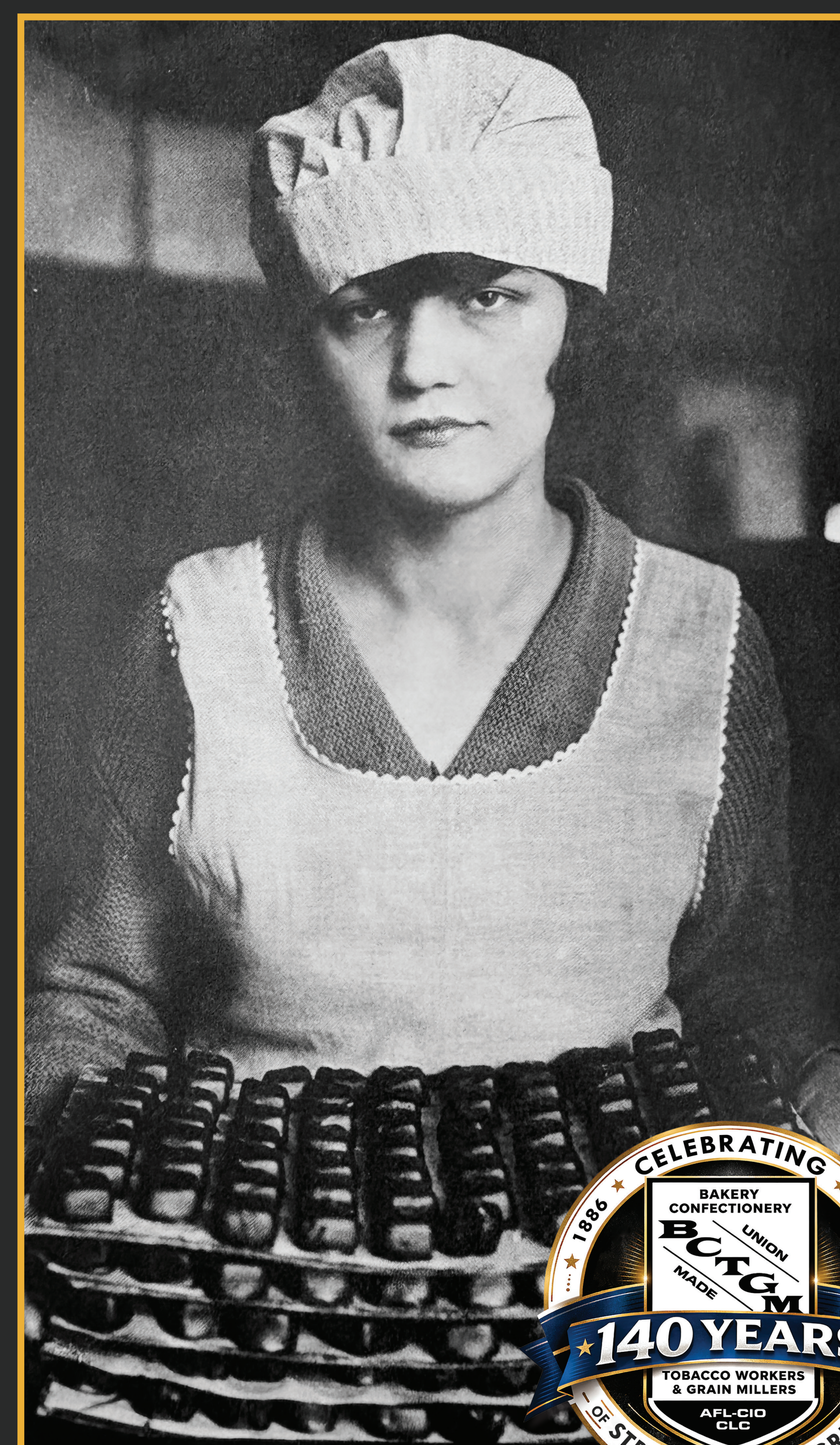
Le 2 avril 1937, plus de 600 membres du syndicat United Chocolate Workers (CIO) ont organisé une grève à l'intérieur de l'usine **Hershey Chocolate Company**, à Hershey, en Pennsylvanie. Le 7 avril, une foule de 3 000 personnes hostiles aux syndicats a pris d'assaut l'usine et 25 travailleurs ont été violemment passés à tabac lors des affrontements qui ont suivi. **En 1939, les travailleurs se sont affiliés au Syndicat des Travailleurs de la Boulangerie et de la Confiserie (AFL).**

La compagnie Ivoryne Chewing Gum : Une injustice envers les syndicats!



"Dès que la section **locale 6 de Philadelphie** a tenté de syndiquer les travailleurs de **Ivoryne Chewing Gum Co.**, affirmant que 42 des 85 employés étaient favorables à l'adhésion au syndicat, l'entreprise a tenté de faire obstacle à la poursuite des efforts de syndicalisation, ce qui a donné lieu à une grève contre ce fabricant de gomme à bulles. La photo montre le grand intérêt que les jeunes enfants portent au piquetage devant l'usine et le bon travail qu'ils accomplissent pour le syndicat. Les syndiqués, hommes et femmes, ainsi que les amis du mouvement syndical devraient noter dans leur carnet de souvenirs que les produits de la Ivoryne Chewing Gum Company sont non syndiqués et ne devraient pas être achetés. Les petits enfants, qui portent les pancartes, partageront avec les membres du syndicat la victoire de la reconnaissance syndicale."

- The **Bakers' & Confectioners' Journal**, 3 mai 1947



Les travailleurs du tabac S'organiser contre le "trust"

À la fin du XIXe siècle, l'industrie du tabac était en plein essor et de grandes sociétés comme l'American Tobacco Company (également connue sous le nom de « The Tobacco Trust ») dominaient la production.

Les travailleurs du tabac (dont bon nombre étaient des femmes, des immigrants, des travailleurs noirs du Sud et souvent même des enfants) devaient composer avec des **salaires extrêmement bas**, des **heures de travail interminables** et des **conditions de travail dangereuses** en usine.

En 1895, des fabricants de cigares, des équeuteurs, des emballeurs et d'autres travailleurs du tabac se sont réunis à St. Louis, au Mississippi, pour fonder le Syndicat international des travailleurs du tabac (TWIU). to establish the **Tobacco Workers International Union (TWIU)**.

Les travailleurs de l'industrie du tabac chez R.J. Reynolds, à Winston-Salem, en Caroline du Nord, se sont mis en grève en 1947.

À l'époque, ils étaient membres du Syndicat des travailleurs de l'alimentation, du tabac, de l'agriculture et des secteurs connexes (FTO). Les dispositions de la loi Taft-Hartley exigeaient que les dirigeants syndicaux nationaux signent des affidavits attestant qu'ils n'étaient pas membres du Parti communiste ni affiliés de quelque manière que ce soit à celui-ci afin de pouvoir avoir accès aux procédures du NLRB. Les complications liées à leur refus de le faire ont conduit les travailleurs à adhérer finalement au TWIU en 1949, après un long effort de syndicalisation qui remontait aux années 1920.



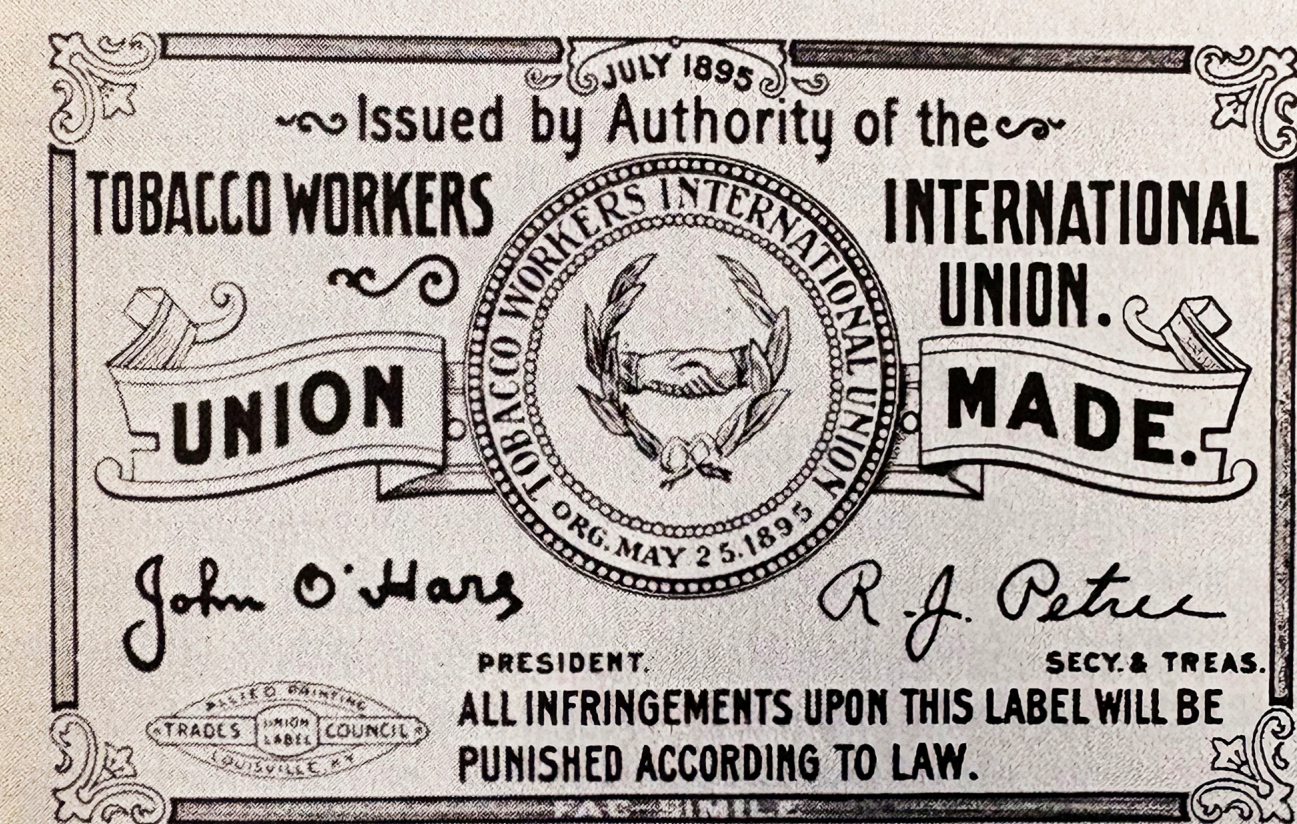
Des cueilleurs noirs et leur contremaître blanc. Le tabac, ficelé en bottes, était emballé dans de grands fûts ressemblant à des tonneaux.

Des enfants travaillant à l'American Tobacco Company à Wilmington, au Delaware, en 1910.



Le président de la TWIU, René Rondou, évoque la décision de 1978 de fusionner avec le Syndicat International des Travailleurs de la Boulangerie et de la Confiserie (B&C).

**This is The
TOBACCO WORKERS'
UNION LABEL**



**See that it is on all
Tobacco, Cigarettes
and Snuff you buy.**

L'un des héritages durables des premiers travailleurs du tabac est une **vigoureuse campagne en faveur de l'étiquette syndicale**, visant à encourager la classe ouvrière à n'acheter que des produits du tabac fabriqués par des travailleurs syndiqués.

Encore aujourd'hui, les produits portant une étiquette syndicale indiquent aux consommateurs qu'ils ont été fabriqués avec un savoir-faire qualifié et de grande qualité, par des travailleuses et travailleurs protégés par une convention collective.

Merger of Tobacco Workers With B&C Is A "Natural"

Rondou, President of the Tobacco Workers International Union, discussed merger with the B&C International in an article "Tobacco Worker", official organ of the TWIU. He wrote: "During the merger discussions between the officers of the B&C and TWIU there developed an increasing awareness that both organizations shared the same goals and aspirations on behalf of their members, that their constitutions were similar and that both unions solicited the views... of their local union leaders and members."

"They also became aware of another community of interest. With the increasing trend of tobacco companies, during recent years, to buy out companies in other industries in order to protect their money in the face of market losses due to anti-smoking pressures, several firms in the baking industry were purchased and are now controlled by tobacco companies. Consequently, many members of the Bakery Workers and Tobacco workers are now working for the same employer."

There is also a community of interest which comes to the surface when the history of both organizations is viewed.

For example, shortly following the establishment of the National Tobacco Workers Union of America by 10 local unions in 1895, it enlarged its jurisdiction to include Canada and became the Tobacco

found the value and importance of the union label as a "symbol of independence" against the big tobacco trust. Bakers had found the union label important in their fight against the bread trust.

Merger of the two unions developed out of a decision by the TWIU Convention in 1976 when the Convention voted that their General Executive Board be "instructed... to enter into formal merger discussions with other AFL-CIO-CLC International Unions which are considered most likely to promote and advance the objectives of the TWIU and the security and well-being of its membership..."

The TWIU engaged discussions with other trade unions. But, as the report in the TWIU newspaper states: "The Bakery and Confectionery Workers' International Union was interested enough to negotiate a true merger of the two organizations", rather than absorption, which other unions had sought.

Merger of the two unions will provide additional strength to both and enhance organizing efforts in the South. Obviously, both organizations are the gainers and the membership of the merged organization will benefit most by this development.



**René Rondou
President
Tobacco Workers
International Union**

Workers International Union. This, of course parallels the development of the B&C. Both the B&C and the TWIU

Les meuniers Se réunissent suite au NLRA

Au début du siècle, les travailleurs des moulins à céréales comptaient sur les syndicats de métier et les organisations syndicales telles que les Chevaliers du Travail pour les représenter.

L'adoption de la Loi nationale sur les relations de travail (NLRA) en 1935 a accordé aux travailleurs la protection juridique nécessaire pour se syndiquer, et a donné aux travailleurs de l'industrie céréalière la confiance nécessaire pour mettre sur pied un syndicat sectoriel dédié.

Les syndicats locaux des meuneries, des usines d'aliments pour animaux et des silos à grains se sont regroupés en 1937 pour former la **Fédération américaine des meuniers (AFGM)**. Porté par l'élan donné par le "New Deal" du président Franklin D. Roosevelt, le syndicat a pu négocier des échelles salariales normalisées, des systèmes d'ancienneté, des mesures de sécurité ainsi que des régimes de retraite et d'assurance maladie.

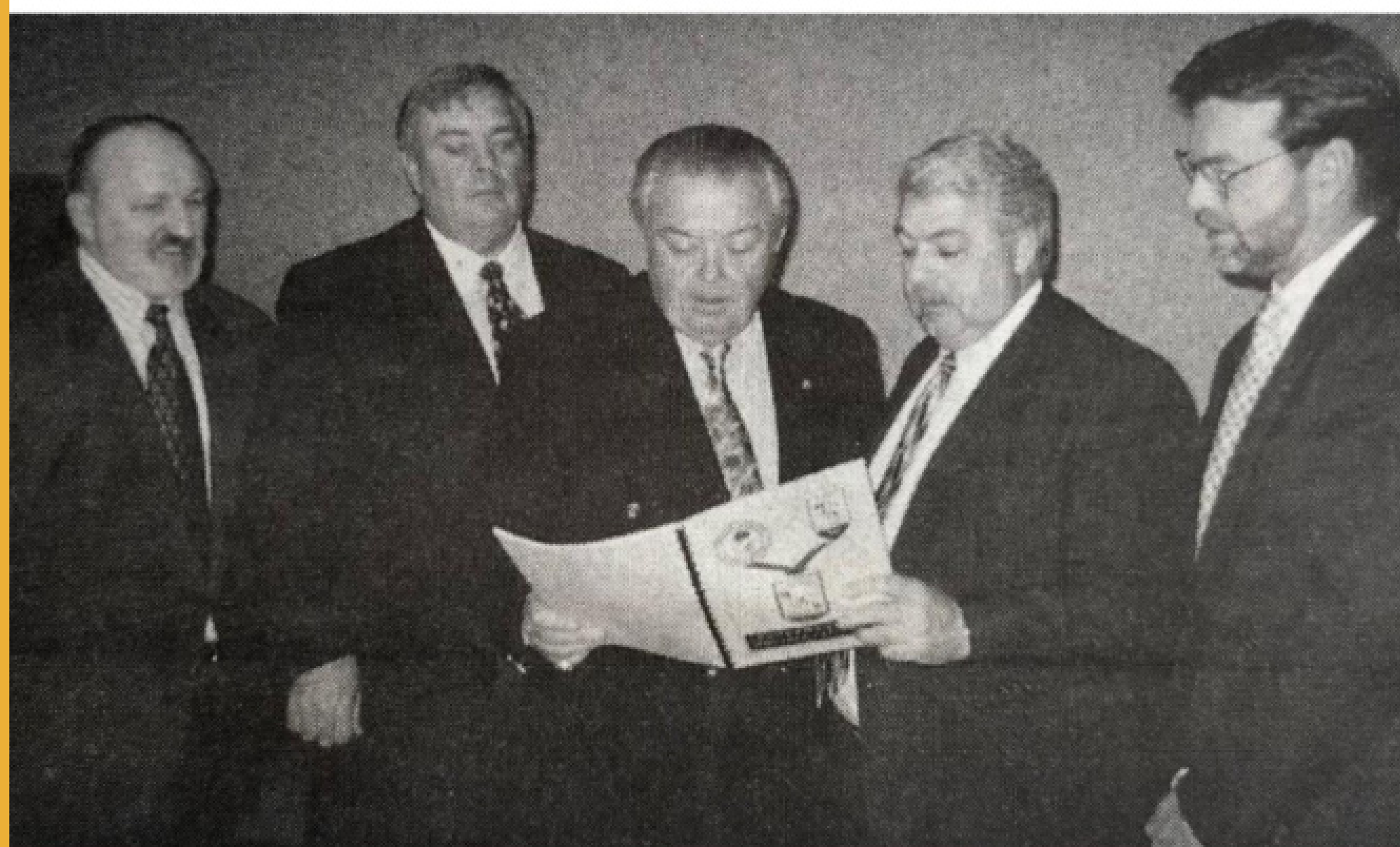


Les années 1990 ont été marquées par les répercussions de la « fièvre des fusions » des années 1980 : de nombreux employeurs du secteur de la minoterie ont procédé à des réductions d'effectifs, à des rationalisations, à des réorganisations et à la modernisation de leurs installations.

L'AFGM et le BC&T ont décidé qu'ils seraient plus forts ensemble et ont fusionné pour former le **Syndicat international des travailleurs de la boulangerie, de la Confiserie, du Tabac et des Meuneries (BCTM)**.

BC&T and AFGM complete merger during 'historic' October convention

Two unions will join to become BCTGM January 1, 1999



BC&T and AFGM officers review the merger agreement. They are, from left, BC&T Exec. Vice Pres. Joseph Thibodeau, AFGM Secy.-Treas. Larry Barber, AFGM Pres. Larry Jackson, BC&T Pres. Frank Hurt and BC&T Secy.-Treas. David B. Durkee.

Farm Forum/Futures

Deadly dust Grain system injects explosive material

By WILLIAM H. INMAN
United Press International

The nation's silos and elevators, glutted with rice, corn, wheat and beans, rise from the Midwestern plains like ballistic missiles, ready to detonate into death and destruction.

In fact, 80 percent of them are packed with dust more powerful, pound for pound, than dynamite, and could explode with major loss of life and limb.

The danger, ironically, will be greater with the signing of a major wheat agreement with the Russians.

In the past 25 years alone, 210 American workers have died in 44 major grain elevator explosions; 78 people were seriously injured.

More than half the fatalities have come since the mid-1970s.

YET THE nation lacks a uniform grain dust standard, which experts say could reduce explosions by more than half.

Instead, government agencies — federal, state and local — adhere to differing and perplexing inspection rules. Fire safety standards vary. Respirator standards

"It is readily apparent," conceded a U.S. Agriculture Department blue-ribbon panel, "that no single agency or entity has total authority, jurisdiction or responsibility for the grain industry."

A UPI study of the world's largest and wealthiest grain handling business revealed:

• There is a widespread practice of injecting explosive dust into the grain stream to boost profits.

Federal law permits 2 percent of any grain sold to be foreign matter, a practice banned by other grain producers like Canada and Australia.

Industry representatives held three closed meetings this year with officials of David Stockman's Office of Management and Budget, charged with review of a controversial grain dust proposal.

Since the meetings, the OMB has asked for an indefinite delay in the rule-making process.

"The absence of openness," charged Sen. Carl Levin, D-Mich., "creates the specter of special interest politics."

• The Occupational and Health Administration, whose grain investigations dropped from 466 in 1971 to 45 last year, has launched an

chief export zone: Texas and Louisiana.

"The grain handling story is one that goes from crisis to crisis," said Bob Schoeff, a prominent grain dust researcher with Kansas State University. "It takes a crisis to motivate people. If people don't read about explosions and danger, they don't get motivated to improve things."

"This situation," he said, "may be one that has to get worse before it gets better."

MANY PREDICT a crisis ahead with the signing of a new Soviet wheat pact.

More than 9 million tons of grain will be processed soon by many of the nation's 15,000 grain elevators and mills, including the same Gulf Coast export terminals which exploded with seismic fury at the height of the last Soviet export sale. During a single week in December 1977, 54 people were killed and \$55 million damage was inflicted.

"It was a record time for big fatal explosions," said Rep. Joseph Gaydos, D-Pa., whose subcommittee investigated the 1977-78 grain disasters. "Silos were going off around the country with the frequency of skyrockets on the Fourth of July."

PERHAPS THE single most explosive facet of handling involves the legal practice of injecting haz-



This is the scene of a Continental Grain elevator explosion Dec. 22, 1977, in Westgo, La.

Five people were killed.

ministration. In 1980, there were 45 explosions; 1981, 21 explosions; 1982, 14 explosions; 1983, eight explosions to date.

"But when that grain starts moving again," cautioned Joseph Cindrich, USDA grain elevator safety coordinator, "the risk factor increases proportionately."

Collected grain dust sells for \$30 a ton, but grain averages \$120, he said.

"So it makes economic

"It's just ridiculous and it's done all the time on a widespread basis," said Bill Borwegen, industrial hygienist with the Food and Beverage trade union. "The dust is extracted for processing, then placed back in the grain stream. This stuff has little food value for humans and is highly explosive."

But the U.S. industry is changing. Many of the larger elevators now compress "fugitive" dust into small

good bonding agent," said Kansas State's Schoeff. "The pellets sell for \$10-\$15 a ton, literally a give-away price."

Still the process is "totally prohibitive" for most operators, he said, and despite voluntary industry guidelines to the contrary, the practice of dirtying grain continues.

A far more explosive issue concerns the nation's first uniform grain standard

